

RAPPORT N° 253 DE SOS-TORTURE/BURUNDI PUBLIE LE 17 OCTOBRE 2020

Le présent rapport de SOS-Torture couvre la période du 10 au 17 octobre 2020 concernant les cas de violations des droits de l'homme au Burundi.

Au moins sept (07) personnes ont été assassinées au cours de la période dans différentes localités du pays et une (01) personne a été grièvement blessée.

Le présent rapport regrette également trente (30) cas d'arrestations arbitraires et à caractère xénophobe dirigées principalement contre des réfugiés Banyamulenge ainsi que sept (07) personnes enlevées par le responsable du Service national de renseignement (SNR) à Mwaro.

1. Atteintes du droit à la vie et à l'intégrité physique

- Dans l'après-midi du dimanche 11 octobre 2020 vers 16 h, cinq (05) Imbonerakure dirigés par le chef de la colline Gitwe ont arrêté un jeune homme du nom de Jean-Paul Sibomana (26 ans) sur la colline Kigoma de la zone de Kiyonza en commune de Bugabira dans la province de Kirundo et l'ont tué à coups de gourdins au seul motif qu'il avait un accent rwandophone, bien qu'il leur eût montré ses papiers d'identité attestant de sa nationalité burundaise. D'après des témoins sur place, la victime qui habitait la sous-colline Muhero, colline Yaranda en commune et province Kirundo s'était rendue à Kigoma pour rendre visite à sa belle-mère et venait récemment de se rapatrier en provenance du Rwanda.

SOS Torture Burundi condamne ce genre d'actes barbares dans le chef d'Imbonerakure qui interviennent quelques jours seulement après que le porte-parole du ministère de l'intérieur, du développement communautaire et de la sécurité publique, OPP1 Pierre Nkurikiye, ait appelé sur la voie des ondes à Gitega le 08 octobre 2020 la population burundaise à une chasse aux sorcières de toute personne surprise en train de parler le Kinyarwanda.

- Dans la nuit de dimanche 11 octobre 2020, des personnes non encore identifiées ont tendu une embuscade à Ezéchiel Nduwimana (32 ans) sur la sous-colline Murara, colline Muyange, zone Rusabagi en commune Burambi de la province Rumoge (sud-ouest du Burundi) et l'ont assassiné à coups de poignard au niveau de la gorge. De sources sur place indiquent que le mobile et les auteurs du meurtre ne sont pas encore identifiés.

- Au matin du lundi 12 octobre 2020, un corps sans vie d'une sexagénaire connue sous le nom d'Anitha Bigirimana a été découvert dans le quartier Nyamugari de la ville de Gitega (centre du Burundi) non loin de son domicile sis à la 5^{ème} avenue du même quartier. Selon des témoins sur place, la victime a d'abord été violée avant d'être égorgée.

SOS Torture Burundi note que le mobile du crime et ses auteurs ne sont pas encore connus.

- Au matin du lundi 12 octobre 2020, une personne en situation de garde à vue au Service national de renseignement (SNR) à Mwaro du nom de Mélance Ndikumana a succombé à l'hôpital de Kibumbu en province de Mwaro (centre du Burundi) après y avoir été évacuée suite aux actes atroces de torture lui infligés par des agents du SNR. Selon des sources sur place, Mélance Ndikumana avait été arrêté par des agents du SNR de Mwaro samedi le 9 octobre 2020 dans le cadre d'une enquête sur le meurtre de son demi-frère Pavela Niyomwungere tué le 23 septembre dernier où il était accusé d'avoir participé dans la préparation de ce crime.

SOS Torture Burundi a appris qu'après avoir été informé de cette bavure imputable aux agents du SNR à Mwaro, le chef de Département de renseignement intérieur, le Commissaire de Police Emmanuel Ndayiziga, s'est rendu sur le lieu du crime où, avant même de rencontrer le personnel affecté à la Direction provinciale de renseignement intérieur de Mwaro pour s'enquérir de la situation, il s'est immédiatement dirigé vers l'hôpital de Kibumbu pour demander le dossier médical de Mélance Ndikumana, ce qui laisse craindre qu'il puisse falsifier certains éléments du dossier médical de la victime, notamment ceux en rapport avec la cause de son décès et qui seraient de nature à compromettre les agents du SNR.

- Dans la nuit de mercredi 14 octobre 2020 vers 23 h 30 min, sur la colline de Mihigo, en commune et province de Kayanza (nord du Burundi), des personnes non encore identifiées ont tué un veilleur de nuit sur des boutiques de la place du nom de Zack Nzeyimana. Selon des témoins, la victime a été poignardée au niveau de la tête et son corps gisait dans une flaque de sang au moment où il a été découvert.

Les mêmes sources pensent que la victime aurait été assassinée par des cambrioleurs qui ont volé dans des boutiques de peur qu'elle puisse les dénoncer.

- Dans la nuit de jeudi à vendredi 16 octobre 2020, un bandit du nom de Désiré Minani (36 ans) habitant le quartier Mukoro dans la ville de Kayanza, a été tué à coups de machette par un veilleur de nuit dans le nouveau quartier Muyange encore peu peuplé de la même ville. Selon des sources sur place, deux bandits ont volé une chèvre dans une étable située un peu loin des habitations et, pendant qu'ils l'égorgeaient, le veilleur qui s'était discrètement caché les a approchés et a administré des coups de machette à Désiré Minani qui a rendu l'âme sur-le-champ tandis que son compagnon a vite pris le large.

SOS Torture Burundi note que le regain de ce banditisme est consécutif à un dysfonctionnement judiciaire dans cette province de Kayanza où une trentaine de personnes accusées d'actes de banditisme suivis parfois d'assassinats viennent d'être remises en liberté sans avoir été préalablement jugées.

- Au pied de la transversale 3 de la colline de Mparambo 2, zone et commune de Rugombo en province Cibitoke (nord-ouest du Burundi), des responsables locaux de la croix rouge, des agents de la police de la protection civile et des administratifs locaux ont repêché le corps sans vie en décomposition d'un homme non identifié dans la rivière Rusizi vendredi matin 16 octobre 2020.

Selon des sources sur place, le corps a été enterré le même jour au bord de la rivière sans aucune procédure de son identification.

2. Atteinte du droit à la sécurité physique

- Dans la nuit de jeudi 15 octobre 2020 vers minuit, un groupe de personnes non identifiées a attaqué le lycée Notre Dame de la paix de Bubanza et a blessé grièvement à la tête la sentinelle du nom de Gabriel Barutwanayo qui a été évacué vers l'hôpital de Bubanza.

3. Arrestations arbitraires

- Au centre de Gatumba, non loin de la frontière avec la RDC (République démocratique du Congo), en commune Mutimbuzi de la province Bujumbura (ouest du Burundi), la police burundaise a procédé mercredi 14 octobre 2020 à des arrestations arbitraires de trente (30) réfugiés de la communauté Banyamulenge dans des opérations de traque de personnes parlant la langue kinyarwanda, conformément au mot d'ordre lancé jeudi dernier par le porte-parole du ministère de l'intérieur, du développement communautaire et de la sécurité

publique, Pierre Nkurikiye, de pourchasser toute personne rwandophone afin d’alerter l’administration ou la police.

SOS Torture Burundi condamne le caractère arbitraire et xénophobe de ces arrestations qui s’ajoutent à une centaine de cas de réfugiés Banyamulenge arrêtés mardi 6 octobre 2020 dans différents quartiers de la commune de Gitega (centre du Burundi) ainsi que de Ngozi et Musinga.

4. Enlèvements

- Sept hommes originaires de la commune Kiganda en province de Muramvya, à savoir Gervais Nteziryayo, Martin Bukuru, Tite Nsavyimana, Sigismond Mpawenayo, les prénommés Eric, Philbert et Jean Marie (qui fut policier) ont été interpellés sans mandat ni convocation le 8 octobre 2020 au chef-lieu de la province Mwaro (centre du Burundi) par le Directeur provincial de renseignement intérieur à Mwaro, Gérard Ndayisenga et, depuis ce jour, les proches de ces victimes ont perdu leur trace dans les cachots officiels dans cette province. Des sources sur place indiquent trois d’entre eux, à savoir Gervais Nteziryayo, Martin Bukuru, Tite Nsavyimana, sont des militants du CNL (Conseil national pour la liberté).

SOS Torture Burundi craint que cet acte d’enlèvement ne se transforme par la suite en un cas de disparition forcée du moment que Gérard Ndayisenga est beaucoup cité dans des cas de disparitions forcées, notamment par la Campagne Ndondeza du FOCODE (Forum pour la conscience et le développement).

La campagne SOS-Torture/Burundi a été initiée dans l'objectif d'informer l'opinion nationale et internationale sur les violations graves des droits de l'homme en cours au Burundi à travers des rapports de monitoring notamment sur la torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les exécutions sommaires.

Cette initiative d'informer sur les réalités du pays a fait suite au carnage d'une centaine de personnes tuées au cours de la journée du 11 décembre et celle du 12 décembre 2015 par des policiers et des militaires sous le prétexte de poursuivre des rebelles qui venaient d'attaquer des camps militaires situées à la périphérie de la capitale.

Les zones touchées sont dites contestataires du troisième mandat du Président Nkurunziza à savoir Musaga, Mutakura, Cibitoke, Nyakabiga, Jabe, les deux dernières étant situées au centre de la Mairie de Bujumbura.